

TOUJOURS SANDINISTE, LE NICARAGUA ?



BERNARD DUTERME*

Longtemps, dans notre imaginaire politique internationaliste, le « sandinisme » aura renvoyé au Nicaragua du siècle passé. Et plus précisément à cette révolution tropicale qui, le 19 juillet 1979, libéra ce petit pays d'Amérique centrale du joug de la dictature dynastique des Somoza et de l'emprise des États-Unis, l'« *imperio yankee* ». Les guérilleros du FSLN – pour Front sandiniste de libération nationale – avaient vaincu, les armes à la main, rejoints par le peuple nicaraguayen et la « bourgeoisie nationale », flouée elle aussi par la chape de plomb somoziste. Les révolutionnaires salvadoriens (du FMLN¹) et guatémaltèques (de l'URNG²) n'allaient sans doute pastarder à faire de même chez eux : libérer leur pays – l'« arrière-cour » de la puissance nord-américaine – de ses oppresseurs, nationaux et étrangers.

En toile de fond géopolitique, c'était aussi la guerre froide qui se jouait sur tout l'isthme par Centro-Américains interposés, agents nécessaires de ce que l'Occident appelait alors la « théorie des dominos », pour exorciser la propagation par « contagion » du communisme dans ses « zones d'influence ». La gauche européenne

* DIRECTEUR DU CENTRE TRICONTINENTAL - CETRI, LOUVAIN-LA-NEUVE.

¹ Front Farabundo Martí de libération nationale.

² Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque.

– sociaux-démocrates et radicaux confondus – s'éprit de la cause « sandiniste »³ et tenta de peser dans le bras de fer entre la volonté d'autodétermination nicaraguayenne et l'interventionnisme de l'ultraconservateur Ronald Reagan, président des États-Unis. La solidarité tiers-mondiste convergea comme un seul « brigadiste » vers le « Nicaragua libre »⁴.

Une décennie durant – de 1979 à 1990 –, contre vents et marées (dont le feu des *contras*, ces « contre-révolutionnaires » rebaptisés « paladins de la liberté » par ceux-là mêmes qui les armaient à partir de Washington⁵), les commandants de la *Revolución* s'attelèrent à concrétiser leurs idéaux de justice et d'émancipation et à « sandiniser » le pays. Lutte contre l'analphabétisme, campagne de vaccination, gratuité de l'éducation et de la santé, réforme agraire, réappropriation et répartition collective des moyens de production, récupération en souveraineté nationale, alignement partisan des mouvements populaires, édification culturelle de « l'homme nouveau »... le tout non sans improvisation, rudesse et volontarisme, sur fond de « guerre de basse intensité » avec les États-Unis (50 000 morts tout de même) et dans une relation de dépendance lourde au bloc socialiste.

En 1990, fatigués par les sacrifices consentis dans un contexte de mobilisation militaire permanente, d'effondrement de la puissance soviétique, de boycott, d'agression politique et économique nord-américaine, de pénurie et d'hyperinflation, les Nicaraguayens vont fermer la parenthèse révolutionnaire dans les urnes. Dos au mur, le pouvoir sandiniste en acceptera le verdict (FSLN : 41 % des votes ;

³ « Sandiniste », du nom de Sandino, une figure rebelle nicaraguayenne – « le général des hommes libres » – qui avait déjà eu maille à partir tant avec « les oppresseurs *yankees* » dans les années 1920 qu'avec la garde nationale du premier Somoza qui l'assassina en 1934.

⁴ En Europe, le CETRI (Centre tricontinental), d'où ces lignes sont écrites, figurera longtemps comme l'un des principaux centres d'étude de la révolution sandiniste. Il recevra la visite du président du Nicaragua, Daniel Ortega, et d'autres personnalités marquantes du sandinisme. En 1996, à l'occasion du 20^e anniversaire du CETRI, c'est une œuvre de l'ancien ministre de la Culture sandiniste, le prêtre, poète et sculpteur Ernesto Cardenal, que François Houtart, fondateur du Centre tricontinental, inaugurerà devant ses bureaux à Louvain-la-Neuve : le *Zanatillo*, « symbole d'émancipation du tiers-monde ».

⁵ Le scandale de l'« *Irangate* » notamment mit au jour le financement des contre-révolutionnaires du Nicaragua par l'administration Reagan à travers la vente d'armes à l'Iran khomeyniste.

TOUJOURS SANDINISTE, LE NICARAGUA ?

UNO - *Unión Nacional Opositora* : 54 %) dans un climat d'extrême tension, et transmettra les rênes de l'État aux nouveaux élus (néolibéraux et conservateurs), tout en gardant une forte emprise sur l'armée et la police et en promettant de désormais « *gobernar desde abajo* » (gouverner d'en bas).

De la théologie de la libération au retour du providentialisme

La révolution sandiniste au Nicaragua dans les années 1980 ce fut aussi l'expression et la condition de l'essor d'un courant historique du christianisme. Celui d'une « Église populaire » portée par la foi en un « Dieu libérateur » et par une forte aspiration à la justice et à l'émancipation « ici-bas ». La « théologie de la libération » opposa à l'idée d'une Providence qui décide de tout, celle d'un Dieu qui appelle à la participation de l'humanité à la lutte pour sa propre libération, spirituelle et matérielle. Plusieurs prêtres et religieux catholiques furent d'ailleurs des ministres en vue du gouvernement révolutionnaire sandiniste. Un engagement qui leur valut la condamnation publique du pape Jean-Paul II et un conflit ouvert avec la très conservatrice Église nicaraguayenne.

« Le providentialisme a toujours été présent et dominant dans l'histoire nicaraguayenne [...] jusqu'à naturaliser l'ingérence états-unienne », explique le professeur Andrés Pérez-Baltodano de l'Université centro-américaine (UCA) de Managua. « Avec la révolution sandiniste (de 1979), a surgi un Dieu articulé à la théologie de la libération et au changement social. Mais, après la chute du sandinisme (en 1990), le vieux providentialisme [...] qui légitime les ordres sociaux injustes est réapparu triomphant. Daniel Ortega lui-même est revenu au pouvoir (en 2006) en s'en revendiquant et en scellant une alliance avec le clergé traditionnel. Une part de sa nouvelle foi post-révolutionnaire s'exprime d'ailleurs dans sa croisade contre l'avortement thérapeutique. »⁶

195

⁶Lire Andrés Pérez-Baltodano, « Providencialismo y discurso político en Nicaragua », *Nueva Sociedad*, janvier 2016.

Le sandinisme du 21^e siècle

Plus d'un quart de siècle plus tard, le FSLN et son inamovible secrétaire général, Daniel Ortega, gouvernent à nouveau le Nicaragua « *desde arriba* » (*d'en haut*). Et ce, depuis une dizaine d'années, sans discontinuer. Réélu président de la République en 2006, en 2011 et très probablement en 2016⁷, après trois défaites consécutives (aux élections de 1990, 1996 et 2001⁸), l'ancien commandant révolutionnaire est donc occupé à boucler une deuxième décennie à la tête de l'État nicaraguayen, après celle, bien lointaine, des années 1980. Une décennie toujours placée sous la bannière « sandiniste », mais à en croire une grande partie de ses camarades d'hier – d'anciens commandants, intellectuels, artistes, ministres, députés... limogés ou auto-exclus du FSLN –, il y a cette fois usurpation. Usurpation d'idéologie, de parti et de pouvoir.

196 Daniel Ortega et son clan – épouse, enfants et courtisans – n'ont en effet renoncé à aucun procédé tactique ni accommodement stratégique pour reconquérir d'abord, conserver ensuite la présidence du Nicaragua. Tant sur le plan des manœuvres électoralistes et politiciennes qu'en matière d'orientations et de choix plus fondamentalement politiques. Mobilisés pour le « sauvetage » ou la « rénovation » du sandinisme originel (mais sans réelle assise sociale ou électorale à ce jour), les anciens *compañeros* de lutte d'Ortega ne lui passent pas le moindre fait et geste. Du leader légitime et révolutionnaire d'hier, il s'est mué à leurs yeux en un

⁷ Les élections ont eu lieu le 6 novembre 2016. À l'heure d'écrire ces lignes (octobre 2016), Daniel Ortega et sa femme, Rosario Murillo (candidate à la vice-présidence), étaient donnés largement gagnants par l'ensemble des sondages. Comme s'il en doutait, le président fit en sorte, dès juin 2016, d'empêcher juridiquement la candidature de la seule véritable force d'opposition (la Coalition nationale pour la démocratie) et s'opposa à toute observation indépendante des élections. Ce qui, en retour, amena la Chambre des représentants des États-Unis à voter une loi (le « *Nica Act* », 21 septembre 2016) qui entend conditionner l'aval de leur pays aux futurs prêts des organismes financiers internationaux au Nicaragua, « au rétablissement de la démocratie par le gouvernement Ortega et à la réalisation d'élections libres, justes et transparentes ».

⁸ Rempportées respectivement par Violeta Chamorro (Union nationale d'opposition), Arnoldo Alemán (Alliance libérale nicaraguayenne) et Enrique Bolaños (Parti libéral constitutionnaliste). Lire B. Duterme, « Quel sauveur pour le Nicaragua ? », *Libération*, 2 novembre 2001.

TOUJOURS SANDINISTE, LE NICARAGUA ?

« autocrate »⁹ obsédé par le pouvoir, altérant le sandinisme au gré de son opportunisme.

En cause d'abord, son contrôle absolu de l'appareil partisan – le FSLN – instrumentalisé à ses fins personnelles dès les lendemains de la défaite de 1990, alors qu'il aurait dû être démocratisé. Son emprise aussi, progressive, sur les différents pouvoirs de l'État et au-delà (forces armées, médias...), à travers une habile politique d'alliances et de « pactes » avec des partis et secteurs jadis hostiles, puis par le biais de cooptations d'une armée d'obligés. Gages d'orthodoxie économique à l'endroit des élites¹⁰ et excès de zèle auprès de l'influente hiérarchie catholique conservatrice¹¹ ont participé à la dédramatisation de l'ancien révolutionnaire chez les ennemis d'hier. Cela, ajouté au culte du « *Comandante Daniel* » dans les bases populaires du sandinisme, ainsi qu'à d'opportunes adaptations constitutionnelles¹², aura réussi à ramener le stratège Ortega à la tête de l'État, pour s'y installer.

Pour s'y installer et y mener une politique... paradoxale. Une politique qualifiée de « chrétienne, socialiste et solidaire » sur les incessantes campagnes d'affichage de la présidence, mais une politique taxée d'« autoritaire, néolibérale et corrompue » par les dissidents sandinistes, ou encore de « populiste responsable » par les milieux d'affaires. Une politique aux accents sociaux certains (retour à la gratuité de l'éducation et de la santé, plan « habitat digne », plan « faim zéro », etc.), décriée cependant par l'opposition qui n'y voit que « clientélisme et assistancialisme ». Mais aussi une politique

197

⁹ Propos de Monica Baltodano, ancienne guérillera et ex-députée du FSLN, dans *La Prensa*, Managua, 28 août 2016.

¹⁰ Dont la ratification par le FSLN du Traité de libre-échange centro-américain avec les États-Unis en 2006.

¹¹ Dont la pénalisation de toute forme d'avortement votée par les sandinistes à l'Assemblée en 2006.

¹² Une première réforme (éligibilité dès le premier tour à partir de 35 % des votes) obtenue avant les élections de 2006 (à la faveur d'un « pacte » passé avec l'ex-président Aleman, condamné pour corruption puis relaxé par la Cour suprême de justice... d'obédience sandiniste) permit à Daniel Ortega de gagner la présidence avec 38 % des voix. En 2011, la Constitution interdisant toute réélection immédiate et plus de deux mandats, la même Cour suprême octroya une dérogation au président sortant pour qu'il puisse présenter à nouveau sa candidature. Pour les élections de 2016 enfin, fort d'une majorité absolue à l'Assemblée (65 sièges sur 90), le FSLN a pu lever tout frein constitutionnel à la réélection présidentielle illimitée, à la majorité simple au premier tour. Lire B. Dutermé, « Au Nicaragua, que reste-t-il du sandinisme ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.

économique qui fait la part belle aux intérêts privés des secteurs dominants, agraires et financiers, et aux investisseurs extérieurs, exemptés de règles sociales ou environnementales dignes de ce nom. Reprivatisations d'entreprises nationalisées, « reconcentration de la terre »¹³, exonérations fiscales pour le grand business (pour plus d'un milliard de dollars en 2015), etc.

Ce sandinisme du 21^e siècle est à ce point distant du précédent qu'il a valu au gouvernement Ortega l'approbation des grandes voix libérales, en interne (le Cosep¹⁴) comme à l'extérieur. Plusieurs revues économiques internationales, dont *Forbes* et *The Economist*, ont titré sur « le miracle nicaraguayen », louant les réussites des autorités en matière d'attraction des investissements et des entreprises étrangères, saluant le « consensus » entre gouvernement et secteur privé et appréciant les changements structurels réalisés par l'administration sandiniste pour fluidifier l'économie de marché et réactiver les exportations. Le Fonds monétaire international (FMI), qui a fermé en août dernier son bureau nicaraguayen au terme de deux décennies de « stabilisation financière » du pays, a également manifesté à diverses reprises sa satisfaction à l'égard du bon élève sandiniste.

Quant aux États-Unis, s'ils font encore régulièrement figure de menace impérialiste dans la rhétorique souverainiste du président Ortega, ils sont aussi redevenus de loin le principal partenaire commercial du Nicaragua (plus de la moitié des volumes). En dix ans, depuis le retour du commandant sandiniste au pouvoir et à la faveur des accords de libre-échange, les importations en provenance des États-Unis ont doublé, tandis que les exportations nicaraguayennes vers l'ennemi idéologique de toujours ont pratiquement triplé. Les investissements directs étrangers attirés par le Nicaragua ont, eux, quintuplé entre 2005 et 2015¹⁵ ! À vrai dire, le « danielisme » ou « l'ortégisme » – comme le nomment ses détracteurs – a aussi bénéficié (jusqu'à il y a peu) d'une double conjoncture internationale

¹³ Propos de Victor Hugo Tinoco, vice-ministre sandiniste des Affaires étrangères durant les années 1980, expulsé de la direction nationale du FSLN en 2005, aujourd'hui vice-président du Mouvement rénovateur sandiniste (MRS), dans *Envío*, Managua, août 2016.

¹⁴ « Conseil supérieur de l'entreprise privée » du Nicaragua, la principale organisation patronale.

¹⁵ « Los retos de Nicaragua a diez años del Cafta », *Confidencial*, Managua, avril 2016.

particulière, qui a soutenu la croissance économique du pays (entre 4 et 5 %) et alimenté ses budgets sociaux.

Ortégisme et hausse des inégalités

La première tendance – forte hausse du prix des matières premières, agricoles et minières, sur un marché mondial boosté par l’explosion de la demande chinoise – a influé sur toute l’Amérique latine. Gouvernements de gauche comme de droite s’y sont engouffrés tête baissée, donnant priorité au renforcement de l’antédiluvien et délétère modèle de développement agroexportateur, toujours dominant, particulièrement dans une Amérique centrale très faiblement industrialisée. Multiplication des concessions minières et des mégaprojets d’extraction, poussée des agrocarburants, expansion des monocultures ont *de facto* participé à une certaine « reprimarisation » des économies latino-américaines et, le temps de remplir les caisses avant que les cours ne retombent, à une aggravation de leur dépendance globale et de leur « extraversion ».

La seconde tendance concerne plus spécifiquement les pays amis du Venezuela d’Hugo Chávez, au premier rang desquels s’imposait le Nicaragua sandiniste de Daniel Ortega. Puissance pétrolière (premières réserves mondiales) dont les hydrocarbures représentent plus de 95 % des exportations, le Venezuela chaviste a pu appuyer ses ambitions sociales sur l’envolée du prix du baril, qui a tout bonnement quintuplé entre l’arrivée au pouvoir du leader socialiste et la fin de son règne. Les hausses pétrolières ont en tout cas permis d’alimenter une solidarité politique internationale, dont le président nicaraguayen a pu profiter – de façon « totalement discrétionnaire », dénonce l’opposition – à raison de quelque 500 millions de dollars par an, l’équivalent d’un quart du budget national du petit Nicaragua ces dernières années.

Aujourd’hui, la double conjoncture a changé. La première tendance – la flambée des cours des matières premières – s’est retournée. La seconde – la manne chaviste – s’est tarie, ou est en voie de l’être. Bref, pour le sandinisme ortégiste, les temps à venir vont imposer, à très court terme, dès 2017, d’importantes restrictions budgétaires et fiscales et des choix cruciaux en matière de modèle de développement à poursuivre : « plus du même » (redoublement de l’agro-extractivisme et des exportations pour

compenser la diminution des revenus) ou, à l'inverse, « tout autre chose » (priorité à la diversification économique, à la souveraineté alimentaire et à la réactivation du marché interne) ? Un nouveau revirement est peu probable.

À ce jour en tout cas, au terme d'une décennie plutôt favorable donc sur le plan des rentrées, le bilan social de l'administration Ortega n'a pas fondamentalement modifié la donne, accablante, qu'elle avait héritée des trois gouvernements néolibéraux précédents. Après Haïti, le Nicaragua reste le pays plus pauvre du continent et le plus vulnérable aux ouragans et aux séismes. Si la pauvreté – qui touche près d'un citoyen sur deux – y a stagné ces dernières années, les inégalités atteignent des niveaux aberrants : le patrimoine des 200 Nicaraguayens les plus fortunés (0,003 % des 6 millions de nationaux) équivaut à 2,7 fois le PIB national. Le secteur informel occupe à lui seul plus des trois quarts de la population active ! Et la forte tendance à l'émigration ne faiblit pas, la hausse des *remesas* (envois de fonds des émigrés à leur famille) constituant d'ailleurs le principal facteur – devant les programmes sociaux – de limitation de la pauvreté¹⁶.

« Les coupes dans l'éducation et la santé, l'augmentation des inégalités, la pauvreté qui se maintient et les faiblesses à l'égard du pouvoir des grandes entreprises sont la marque de ce gouvernement », renchérisait sur un réseau social en septembre dernier l'économiste, sociologue et historien Oscar René Vargas, ancien conseiller de la direction nationale du FSLN durant les années 1980. « Le dogme néolibéral du "consensus de Washington" a été porté trop loin dans ce pays et a débouché sur une impasse. L'idée de créer des richesses au sommet pour qu'elles finissent par ruisseler peu à peu sur le reste de la société n'a pas fonctionné. La richesse produite, loin de se répartir, s'est concentrée dans les mains de quelques-uns. Et les écarts se sont creusés. Selon la Banque interaméricaine de développement, près de 80 % des familles nicaraguayennes ne vivent pas dans des logements salubres. »¹⁷

L'actuel projet de creusement du « grand canal interocéanique du Nicaragua », appelé à relier l'Atlantique au Pacifique, constitue

¹⁶ Fideg – Fundación Internacional para el Desafío Económico, *Informe de resultados de la encuesta de hogares para medir la pobreza en Nicaragua*, Managua, 2016.

¹⁷ Lire aussi Oscar René Vargas, « Nicaragua: ¿democracia autoritaria o dictadura familiar ? », *Nueva Sociedad*, août 2016.

TOUJOURS SANDINISTE, LE NICARAGUA ?

une belle illustration de la priorité donnée par le président Ortega aux capitaux transnationaux et aux mégaprojets – miniers, énergétiques, touristiques... – dans la « modernisation » de son pays et la lutte pour en « éradiquer la pauvreté ». Concédié à un groupe privé hongkongais (HKND), qui le présente tambour battant comme « le plus grand chantier d'ingénierie jamais ouvert sur terre » (au coût estimé de 60 milliards de dollars, cinq fois le PIB du Nicaragua), il est aussi vanté par la Russie – à laquelle le Nicaragua vient d'acheter 50 nouveaux chars de combat (!) – comme « la bombe géostratégique qui va changer l'histoire » (RT – Novosti).

Encore dans les cartons aujourd'hui, le canal sera flanqué de deux ports en eau profonde, d'une vaste zone franche – commerciale et financière – sur le mode panaméen, d'un nouvel aéroport international, de quatre complexes touristiques haut de gamme, d'autoroutes, de viaducs, etc. Taxé de « projet démentiel », « irréalisable écologiquement, matériellement et financièrement » par l'Académie des sciences du Nicaragua¹⁸, il participe en tout cas à l'embellie dont le Nicaragua profite ces derniers temps dans les baromètres du grand business transnational, ainsi que dans le palmarès des destinations touristiques d'avenir. En interne, en dépit de contestations paysannes et indigènes qui taxent le FSLN et son chef de « *vendepatria* », le controversé projet joue plutôt, à en croire les enquêtes d'opinion, en faveur de la popularité de Daniel Ortega. Et du sandinisme de Sandino ?

201

¹⁸ Lire CETRI, « Le Nicaragua double le canal de Panama : à quel prix ? » et « El Gran Canal de Nicaragua : “una concesión ... impuesta a un país vencido” », <www.cetri.be>, décembre 2015 et janvier 2016.

L'ortégisme dans la cible des sandinistes d'hier

Henry Ruiz, alias « *Comandante Modesto* » dans la lutte guérillera contre la dictature somoziste, l'un des neuf membres de la direction nationale historique du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), ministre de la Planification dans le gouvernement révolutionnaire des années 1980 : « Dès son retour au pouvoir en 2006, Daniel Ortega a confirmé sa volte-face politique. Il s'est réuni avec les entrepreneurs les plus importants du pays et ils ont décidé ensemble des orientations économiques de son gouvernement. "Vous vous occupez de l'économie, je m'occupe de la politique", leur a-t-il dit. [...] Avec quel résultat ? Finie la réforme agraire, la concentration de la terre dans les mains de quelques-uns est de retour. Le retour du "latifundisme" dans toute sa splendeur. Il ravage la côte caraïbe (l'est du pays), en déforestant à tour de bras et en s'emparant du bois. Et là où l'on pense qu'il y a de l'or, on sature la carte de concessions à la B2 Gold (multinationale canadienne d'extraction minière). [...] L'important pour Ortega, c'est d'amasser des richesses, pour lui et sa famille, ses courtisans et les grandes fortunes du secteur privé entrepreneurial. [...] Avec l'argent du pétrole d'Hugo Chávez, il aurait pu changer le profil social du Nicaragua. Au lieu de cela, il a creusé les inégalités. Ortega a abusé de la bonne foi de Chávez. [...] Sa rhétorique douceuse – "solidaire, socialiste et chrétienne" – leurre les militants et les plus humbles, mais il est passé avec armes et bagages dans les rangs de la droite, en adoptant la politique économique capitaliste la plus réactionnaire de l'histoire moderne et en pratiquant les arts de la corruption. [...] Aujourd'hui un début de dictature dynastique se lève devant nos yeux. [...] Notre rôle à nous, société nicaraguayenne, est de chasser ce dictateur du pouvoir. » (*Revista Envío*, Managua, septembre 2016).

Sergio Ramirez, écrivain, vice-président du gouvernement révolutionnaire de Daniel Ortega de 1985 à 1990, élu membre de la direction nationale du FSLN en 1991 et chef du groupe sandiniste à l'Assemblée nationale de 1990 à 1995, fondateur du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS) en 1995, en dissidence du FSLN : « Au Nicaragua, les institutions démocratiques ne fonctionnent pas. Elles dépendent d'un seul et même chef. Après 1990, le sens éthique très profond du sandinisme qui avait motivé la lutte contre Somoza, puis guidé la révolution, a volé en morceaux. [...] Mais le discours d'Ortega n'a pas changé : il s'attaque à l'agression impérialiste yanke, à la bourgeoisie, alors que son entente avec le grand capital est totale. Le

TOUJOURS SANDINISTE, LE NICARAGUA ?

Nicaragua est devenu le modèle paradisiaque de l'entreprise privée. Les banques ne paient pas d'impôts et enregistrent les taux de profit les plus hauts d'Amérique centrale. Tu peux importer un hélicoptère ou un yacht de luxe sans payer la moindre taxe. La fiscalité sur le capital est la plus basse de la région. Alors, peu lui importe, à l'élite économique, que Daniel Ortega critique la bourgeoisie ! Elle sait qu'il utilise un discours de gauche pour pouvoir mener une politique de droite et consolider son propre pouvoir politique. En passant, il réduit les libertés publiques et les droits démocratiques du peuple, ce dont l'entreprise privée ne s'émeut pas, quand elle n'appuie pas elle-même ces mesures pour garantir la stabilité nécessaire aux affaires. Le résultat, c'est un capitalisme autoritaire. [...] De la révolution sandiniste, il ne reste rien. Absolument rien. Une idée lointaine, nostalgique, de ce qu'elle fut. Les indicateurs éducatifs sont à terre, la santé aussi, la réforme agraire a fait demi-tour. Il ne reste rien. » (*The Clinic*, Santiago, 30 septembre 2015).

Oscar René Vargas, économiste, sociologue et historien, ancien conseiller de la direction nationale du FSLN durant les années 1980 : « Le projet Ortega-Murillo (du nom de son épouse Rosario Murillo, "Premier ministre" de fait) exprime les intérêts de la "nouvelle classe" (supérieure d'origine sandiniste) et de la vieille oligarchie. Il privilégie les banques, soutient l'agrobusiness et appuie les grandes extractions minières à ciel ouvert. Dès 2017, en raison de la baisse de la demande mondiale et de la crise vénézuélienne, le détricotage des acquis sociaux va s'accélérer et les transferts de revenus vers le grand capital au détriment des secteurs populaires vont se poursuivre. Cela participe d'une consolidation du néolibéralisme, d'un maintien de l'armée de sans-emplois ou de sous-emplois et d'un renforcement de la pauvreté. Ortega-Murillo ont un projet réactionnaire bien défini, même s'ils s'autoproclament progressistes et en faveur des pauvres. [...] Leur modèle privilégie, contrairement à ce qu'en disent d'aucuns, la concentration du capital financier et le creusement des inégalités sociales. Il est centré sur l'ouverture commerciale et le tourisme haut de gamme, mais il reste incertain à moyen terme. Une économie qui croît peu et moins, des exportations qui dépendent essentiellement de la demande des États-Unis, l'argent vénézuélien qui va se tarir, ce sont autant de facteurs qui tiennent l'économie nicaraguayenne dos au mur. Parallèlement, on a franchi un seuil en matière éthique, il existe une profonde crise des institutions, l'intimidation politique a commencé, c'est de la fin même de la démocratie qu'il s'agit. » (*Confidencial*, Managua, 29 septembre 2016).

203

Résumé:

Souvent assimilé aux pouvoirs de gauche qui ont marqué les quinze premières années du 21^e siècle en Amérique latine, le gouvernement nicaraguayen de Daniel Ortega n'en garde pourtant plus que l'étiquette et une certaine rhétorique. Qu'est donc devenu le sandinisme qui renversa le dictateur Somoza en 1979 et que le président Reagan sabota par la suite ? Sur le point d'entamer une troisième décennie à la tête du Nicaragua, l'inamovible *leader* du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) n'a pas attendu la crise du chavisme vénézuélien pour tourner le dos, dans ses choix politiques et économiques, aux idéaux révolutionnaires et au projet socialiste. Ni pour monopoliser le pouvoir.